

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, troisième session

1994, chapitre 33

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES, LE CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Projet de loi 29

présenté par M. Claude Ryan, ministre des Affaires municipales

Présenté le 12 mai 1994

Principe adopté le 26 mai 1994

Adopté le 15 juin 1994

Sanctionné le 17 juin 1994

Entrée en vigueur: le 17 juin 1994

Lois modifiées:

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)

Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7)

Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9)





CHAPITRE 33

Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 17 juin 1994]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-19,
a. 28, mod. **1.** L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié:

1° par la suppression, dans les sixième et septième lignes du sous-paragraphe 2.1° du paragraphe 1, des mots «, et doit transmettre copie de cet avis au ministre des Affaires municipales»;

2° par le remplacement, dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du premier alinéa du paragraphe 3, des mots «dont le but est l'organisation d'un centre de loisirs ou d'un lieu public de sport ou de récréation ou qui est vouée à l'initiative industrielle, commerciale ou touristique, ou dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité physique et culturelle par les habitants de la municipalité» par «vouée à la poursuite de fins mentionnées au paragraphe 2».

c. C-19,
a. 29.3, mod. **2.** L'article 29.3 de cette loi est modifié par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du mot «individuel».

c. C-19,
a. 29.7, mod. **3.** L'article 29.7 de cette loi est modifié par le remplacement de la deuxième phrase du premier alinéa par la suivante: «Le montant total d'un contrat portant sur un tel achat et la somme des populations des municipalités parties à l'entente doivent être pris en considération aux fins de l'application de ces règles.».

c. C-19,
a. 29.9, mod. **4.** L'article 29.9 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Règles
d'adjudica-
tion «Le montant total d'un contrat faisant suite à une demande commune et la somme des populations des municipalités qui prennent

part à cette demande commune doivent être pris en considération aux fins de l'application des règles d'adjudication des contrats. ».

c. C-19,
a. 29.9.2, aj. **5.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29.9.1, du suivant :

Délégation
de pouvoirs

« **29.9.2** La partie responsable de l'exécution d'une entente conclue en vertu des articles 29.5 ou 29.9.1 et dont l'objet est l'achat de matériel ou de matériaux peut déléguer, par entente, cette exécution au directeur général des achats, désigné en vertu de l'article 3 de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4).

Règles non
applicables

Les règles d'adjudication des contrats par une municipalité ne s'appliquent pas aux achats effectués par le directeur général des achats conformément aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). ».

c. C-19,
a. 29.12, aj.

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29.11, du suivant :

Fourniture
de services

« **29.12** Sous réserve de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1) et de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30), une municipalité peut conclure avec toute personne ou avec tout gouvernement autre que celui du Québec ou avec l'un de ses ministères ou de ses organismes toute entente ayant pour objet la fourniture de services, d'avis, de matières, de matériaux ou d'équipements relatifs à toute matière relevant de sa compétence.

Exécution
hors terri-
toire

La municipalité peut alors exécuter l'entente et exercer les droits et remplir les obligations qui en découlent, même à l'extérieur de son territoire. ».

c. C-19,
a. 99, mod.

7. L'article 99 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, des suivants :

Achat de
parts

« Le conseil peut placer les deniers mentionnés au premier alinéa par l'achat de parts dans un fonds commun de placement géré par une institution financière et dont les parts ne sont détenues que par des municipalités. Les placements effectués par un tel fonds doivent se limiter à ceux prévus au deuxième alinéa.

Formes
d'investisse-
ment

Le ministre peut, par règlement, déterminer d'autres titres dans lesquels le conseil peut placer, par l'intermédiaire d'un fonds de

placement prévu au troisième alinéa, les deniers mentionnés au premier alinéa ou déterminer des formes d'investissement que le conseil peut faire de ces deniers par l'intermédiaire d'un tel fonds. ».

c. C-19,
a. 100.1, mod. **8.** L'article 100.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de « Dans une municipalité dont la population excède 5 000 habitants, la » par le mot « La ».

c. C-19,
a. 468.1, mod. **9.** L'article 468.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « entente », de « mentionnée à l'article 468.10 ».

c. C-19,
a. 468.9, mod. **10.** L'article 468.9 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Population
concernée « Dans le cas où un contrat doit être adjugé conformément aux articles 573 et 573.1, la population à prendre en considération est celle qui correspond à la somme des populations des municipalités parties à l'entente. ».

c. C-19,
a. 468.11,
mod. **11.** L'article 468.11 de cette loi est modifié par la suppression de la dernière phrase du premier alinéa.

c. C-19,
a. 468.32,
mod. **12.** L'article 468.32 de cette loi est modifié par la suppression, dans les septième et huitième lignes du paragraphe 2.1°, des mots « , et doit transmettre copie de cet avis au ministre des Affaires municipales ».

c. C-19,
a. 468.41,
mod. **13.** L'article 468.41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « secrétaire » par le mot « trésorier ».

c. C-19,
a. 468.42,
mod. **14.** L'article 468.42 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « secrétaire » par le mot « trésorier ».

c. C-19,
a. 469.1, mod. **15.** L'article 469.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots « au ministre des Affaires municipales et à tout autre » par les mots « à tout ».

c. C-19,
aa. 544 à
546, remp. **16.** Les articles 544 à 546 de cette loi sont remplacés par le suivant :

Contenu « **544.** Le règlement décrétant un emprunt doit :

1° spécifier l'objet du règlement ;

2° contenir une description détaillée de la dépense prévue par le règlement ;

3° indiquer le montant et le terme de l'emprunt. ».

c. C-19,
a. 549, mod.

17. L'article 549 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « greffier » par le mot « trésorier » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « greffier » par le mot « trésorier » ;

3° par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « La signature du trésorier peut, avec l'autorisation du conseil, être également imprimée, lithographiée ou gravée sur l'obligation. ».

c. C-19,
aa. 573.12 et
573.13, aj.

18. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 573.11, des suivants :

Réseau
d'éclairage
public

« **573.12** Tout contrat par lequel une municipalité confie à une personne la responsabilité d'effectuer des travaux de transformation de son réseau d'éclairage public, de l'administrer et de l'entretenir pendant la période fixée au contrat peut également confier à cette personne la responsabilité d'assumer le financement des coûts relatifs à l'acquisition du réseau par la municipalité et pourvoir au remboursement de ces coûts au moyen du versement que fait la municipalité à cette personne des redevances dont le contrat détermine les montants et le nombre.

Loi non
applicable

« **573.13** La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas aux travaux effectués en vertu d'un contrat conclu conformément à l'article 573.12. ».

c. C-19,
a. 604.2, mod.

19. L'article 604.2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « emprise », des mots « d'une rue ou ».

c. C-19,
a. 604.3, mod.

20. L'article 604.3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa et après le mot « réfection », des mots « d'une rue ou ».

c. C-27.1,
a. 6, mod.

21. L'article 6 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par la suppression, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 1.1°, des mots « , et doit transmettre copie de cet avis au ministre des Affaires municipales ».

c. C-27.1,
a. 9, mod.

22. L'article 9 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du

premier alinéa, des mots «dont le but est l'organisation d'un centre de loisirs ou d'un lieu public de sport et de récréation ou qui est vouée à l'initiative industrielle, commerciale ou touristique, ou dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité physique et culturelle par les habitants de la municipalité» par «vouée à la poursuite de fins mentionnées à l'article 8».

c. C-27.1,
a. 14.1, mod.

23. L'article 14.1 de ce code est modifié par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du mot «individuel».

c. C-27.1,
a. 14.5, mod.

24. L'article 14.5 de ce code est modifié par le remplacement de la deuxième phrase du premier alinéa par la suivante: «Le montant total d'un contrat portant sur un tel achat et la somme des populations des municipalités parties à l'entente doivent être pris en considération aux fins de l'application de ces règles.».

c. C-27.1,
a. 14.7, mod.

25. L'article 14.7 de ce code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le montant total d'un contrat faisant suite à une demande commune et la somme des populations des municipalités qui prennent part à cette demande commune doivent être pris en considération aux fins de l'application des règles d'adjudication des contrats.».

c. C-27.1,
a. 14.7.2, aj.

26. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 14.7.1, du suivant:

«**14.7.2** La partie responsable de l'exécution d'une entente conclue en vertu des articles 14.3 ou 14.7.1 et dont l'objet est l'achat de matériel ou de matériaux peut déléguer, par entente, cette exécution au directeur général des achats, désigné en vertu de l'article 3 de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4).

Les règles d'adjudication des contrats par une municipalité ne s'appliquent pas aux achats effectués par le directeur général des achats conformément aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).».

c. C-27.1,
a. 14.10, aj.

27. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 14.9, du suivant:

«**14.10** Sous réserve de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q., chapitre M-21.1) et de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30), une municipalité peut conclure avec toute personne ou avec tout gouvernement autre que

celui du Québec ou avec l'un de ses ministères ou de ses organismes toute entente ayant pour objet la fourniture de services, d'avis, de matières, de matériaux ou d'équipements relatifs à toute matière relevant de sa compétence.

La municipalité peut alors exécuter l'entente et exercer les droits et remplir les obligations qui en découlent, même à l'extérieur de son territoire. ».

c. C-27.1,
a. 203, mod.

28. L'article 203 de ce code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, des suivants :

« Le conseil peut placer les deniers mentionnés au premier alinéa par l'achat de parts dans un fonds commun de placement géré par une institution financière et dont les parts ne sont détenues que par des municipalités. Les placements effectués par un tel fonds doivent se limiter à ceux prévus au premier alinéa.

Le ministre peut, par règlement, déterminer d'autres titres dans lesquels le conseil peut placer, par l'intermédiaire d'un fonds de placement prévu au deuxième alinéa, les deniers mentionnés au premier alinéa ou déterminer des formes d'investissement que le conseil peut faire de ces deniers par l'intermédiaire d'un tel fonds. ».

c. C-27.1,
a. 549, mod.

29. L'article 549 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 4, des mots « et approuvée par la Commission municipale du Québec » ;

2° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 7, des mots « et approuvée par la Commission municipale du Québec » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 8, des mots « et avec l'approbation prévue » par le mot « prévues » ;

4° par la suppression des quatrième, cinquième et sixième alinéas du paragraphe 9.

c. C-27.1,
a. 570, mod.

30. L'article 570 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « entente », de « mentionnée à l'article 579 ».

c. C-27.1,
a. 578, mod.

31. L'article 578 de ce code est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Dans le cas où un contrat doit être adjugé conformément aux articles 935 et 936, la population à prendre en considération est celle qui correspond à la somme des populations des municipalités parties à l'entente. ».

c. C-27.1,
a. 580, mod.

32. L'article 580 de ce code est modifié par la suppression de la dernière phrase du premier alinéa.

c. C-27.1,
a. 601, mod.

33. L'article 601 de ce code est modifié par la suppression, dans les septième et huitième lignes du paragraphe 2.1°, des mots « , et doit transmettre copie de cet avis au ministre des Affaires municipales ».

c. C-27.1,
a. 610, mod.

34. L'article 610 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « secrétaire » par le mot « trésorier ».

c. C-27.1,
a. 611, mod.

35. L'article 611 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « secrétaire » par le mot « trésorier ».

c. C-27.1,
a. 624, mod.

36. L'article 624 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots « au ministre des Affaires municipales et à tout autre » par les mots « à tout ».

c. C-27.1,
a. 679, mod.

37. L'article 679 de ce code est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « approuvé par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec ».

c. C-27.1,
a. 680, mod.

38. L'article 680 de ce code est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du quatrième alinéa, des mots « au ministre des Affaires municipales, à la Commission municipale du Québec et à tout autre » par les mots « à tout ».

c. C-27.1,
aa. 688.5 et
688.6, aj.

39. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 688.4 édicté par l'article 120 du chapitre 3 des lois de 1993, des suivants :

« **688.5** Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15), toute municipalité régionale de comté peut, par règlement, donner ou prêter de l'argent à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement et qui sont situées sur son territoire. Ce fonds doit être administré par un organisme à but non lucratif constitué à cette fin et agréé par le ministre des Affaires municipales.

Le règlement doit indiquer le montant maximum de la contribution que la municipalité régionale de comté peut apporter à

un tel fonds. Le montant qu'elle peut engager en vertu du présent article ne peut excéder 500 000 \$.

Le troisième alinéa de l'article 188 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) ne s'applique pas à l'égard du règlement mentionné au premier alinéa.

« **688.6** L'adoption d'un règlement en vertu du premier alinéa de l'article 688.5 requiert une majorité constituée des deux tiers des voix exprimées.

La population des municipalités locales dont le vote est affirmatif doit constituer au moins 60 % de la population de la municipalité régionale de comté. Le vote d'une municipalité locale est déterminé par la majorité des votes exprimés par ses représentants. ».

c. C-27.1,
a. 725.2, mod.

40. L'article 725.2 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « route », des mots « ou d'un chemin de front ».

c. C-27.1,
a. 725.3, mod.

41. L'article 725.3 de ce code est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa et après le mot « route », des mots « ou d'un chemin de front ».

c. C-27.1,
aa. 944.2 et
944.3, aj.

42. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 944.1, des suivants :

« **944.2** Tout contrat par lequel une municipalité confie à une personne la responsabilité d'effectuer des travaux de transformation de son réseau d'éclairage public, de l'administrer et de l'entretenir pendant la période fixée au contrat peut également confier à cette personne la responsabilité d'assumer le financement des coûts relatifs à l'acquisition du réseau par la municipalité et pourvoir au remboursement de ces coûts au moyen du versement que fait la municipalité à cette personne des redevances dont le contrat détermine les montants et le nombre.

« **944.3** La Loi sur les travaux municipaux (L.R.Q., chapitre T-14) ne s'applique pas aux travaux effectués en vertu d'un contrat conclu conformément à l'article 944.1. ».

c. C-27.1,
a. 1063,
rempl.

43. L'article 1063 de ce code est remplacé par le suivant :

« **1063.** Tout règlement décrétant un emprunt doit :

1° spécifier l'objet du règlement ;

2° contenir une description détaillée de la dépense prévue par le règlement;

3° indiquer le montant et le terme de l'emprunt. ».

c. C-27.1,
a. 1064, mod.

44. L'article 1064 de ce code est modifié par l'insertion, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante: « La signature du secrétaire-trésorier peut, avec l'autorisation du conseil, être également imprimée, lithographiée ou gravée sur l'obligation. ».

c. D-7, a. 1,
texte ang.,
mod.

45. Le texte anglais de l'article 1 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7), modifié par l'article 68 du chapitre 54 des lois de 1992, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Period of
reimburse-
ment

« The Minister may, in the regulation, fix maximum reimbursement periods, which may vary according to the purpose for which the loan is effected and the categories of municipal corporations the Minister may determine. »;

2° par la suppression du dernier alinéa.

c. D-7,
a. 12.1, aj.

46. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, du suivant:

Fac-similé
de signature

« **12.1** Le certificat mentionné à l'article 12 peut être émis sous le fac-similé de la signature du ministre ou de la personne autorisée. Toutefois, la présomption de validité prévue à cet article ne peut s'appliquer, dans le cas où le certificat est émis sous un fac-similé de la signature, que si les obligations comportent la signature manuelle du membre autorisé du conseil, du fonctionnaire ou d'un agent financier mandataire de la municipalité. ».

c. O-9,
a. 210.39,
mod.

47. L'article 210.39 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9), édicté par l'article 71 du chapitre 65 des lois de 1993, est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° cette résolution est adoptée à la majorité des voix exprimées. La population des municipalités locales dont le vote est affirmatif doit constituer au moins 75 % de la population de la municipalité régionale de comté. Le vote d'une municipalité locale est déterminé par la majorité des votes exprimés par ses représentants. ».

Signature
d'une obliga-
tion

48. Une obligation émise après le 17 juin 1994 en vertu d'un règlement d'emprunt entré en vigueur avant cette date peut être

signée par le secrétaire ou le greffier, selon le cas, ou par le trésorier et les dispositions législatives, telles que les modifient les articles 13, 14, 17, 34, 35, 44 et 46 de la présente loi, s'appliquent à l'égard de cette obligation.

Effet
rétroactif

49. Les articles 3, 4, 10, 24, 25 et 31 ont effet depuis le 23 juin 1992.

Effet
rétroactif

50. Les articles 18 et 42 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1990.

Don ou prêt
d'une
somme
d'argent

51. Est valide tout acte en vertu duquel une municipalité régionale de comté ou une municipalité locale a donné ou prêté, avant le 17 juin 1994, une somme d'argent à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement et administré par un organisme à but non lucratif constitué, depuis le 1^{er} janvier 1992, en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) sous une dénomination sociale comportant le nom « Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi ».

Présomption

Toute somme d'argent ainsi donnée ou prêtée par une municipalité régionale de comté ou par une municipalité locale dont le territoire est compris dans celui de cette dernière est réputée avoir été engagée conformément à l'article 688.5 du Code municipal du Québec édicté par l'article 39.

Effet
rétroactif

52. L'article 45 a effet depuis le 1^{er} avril 1993.

Entrée en
vigueur

53. La présente loi entre en vigueur le 17 juin 1994.